

Développement non exhaustif de certaines des problématiques des réalités les plus affectées par le couvre-feu

Depuis nos positions, sans rechercher l'exhaustivité ou prétendre connaître toutes les facettes de ces réalités, nous pensons qu'il est grand temps que les mesures des autorités publiques démarrent de ces réalités invisibilisées* : les personnes piégé.e.s dans des foyers face à des agressions psychologiques, physiques et/ou sexuelles (principalement les femmes, les enfants et les personnes LGBTQIA+), celles pour qui les charges mentales et physiques y sont trop grandes, et celles isolées ; les personnes sdf, sans abris, mal-logées, et/ou sans-papiers ; les personnes transmigrantes ; les travailleuses et travailleurs du sexe ; les personnes travaillant dans l'horeca, la culture, les milieux festifs et le commerce nocturne ; les personnes qui mêlent certaines de ces réalités à une situation d'addiction, de toxicomanie ; à des oppressions racistes ; à des troubles et maladies mentales ; les personnes oeuvrant dans les lieux d'accueil ou dans la rue, rendues incapables d'assurer leurs missions sociales et/ou solidaires ; toutes celles et ceux qui n'arrivent plus à se projeter,...

Les personnes piégé.e.s dans des foyers face à des agressions psychologiques, physiques et/ou sexuelles (principalement les femmes, les enfants et les personnes LGBTQIA+). La réduction des activités publiques et des lieux d'accueil depuis mars augmentait déjà la mise en danger face à leurs agresseurs, certaines en sont décédées. L'exposition à ces violences ne fait qu'accroître depuis, même si une exception légale peut permettre aux victimes de "sortir et braver le couvre-feu", faut-il encore oser/pouvoir s'échapper de l'espace privé, avoir un lieu ou atterrir/être reçu.e et affronter les dangers potentiels de l'espace public ainsi vidé.

Les personnes sdf, sans abris, mal-logées, et/ou sans-papiers faisant déjà face à la fermeture de l'horeca et de nombreuses associations permettant des services sociaux formels et informels (à la possibilité de s'y poser et réchauffer en relative sécurité pour leurs affaires, à l'accès à leurs sanitaires et l'électricité, aux autres personnes avec qui sociabiliser, à de la nourriture, aux informations, aux activités collectives,...) et à l'interdiction de rassemblement, à la raréfaction de l'argent liquide, et à la réduction aggravée des places dans les abris de jour et de nuit. Aujourd'hui, elles sont contraintes à rester globalement en extérieur de jour, mais aussi toute la nuit, et sans s'y déplacer, ce qui les expose au froid et au risque d'hypothermie, aux agressions, à la répression, aux amendes abusives,...

Les personnes transmigrantes pour qui la nuit était l'un des seuls moment où se déplacer vers leur destination, ou pour rencontrer des personnes pouvant les héberger.

Les travailleuses et travailleurs du sexe - dont la précarité déjà évidente explose à la suite de l'interdiction d'exercer légalement leur travail et à la volonté de taxation accrue des salons de prostitution - qui, aujourd'hui, ne peuvent même plus être dans la rue durant leur principale période d'activité. Ces personnes ne peuvent souvent pas bénéficier de chômage technique ou de compensations quelconques.

Les personnes travaillant dans l'horeca, les milieux festifs, la culture et le commerce nocturne qui ont vu leurs activités professionnelles (formelles et informelles) - et donc une grande partie de leur revenus - réduites à néant.

Toutes les personnes - souvent des femmes racisées - qui prenaient en charge du travail essentiel de soin - nettoyage, cuisine, garde d'enfant, soins à domiciles - de manière non déclarée et sans protection sociale, qui soit perdent leur emploi faute d'activité, soit ne peuvent justifier leurs trajets nocturnes pour se rendre ou quitter leur lieu de travail faute de contrat.

Les personnes contraintes de circuler la nuit pour leur travail et qui doivent le faire dans des rues désertées et insécurisées.

Les jeunes (étudiants mais aussi jeunes enfants) dont la sociabilisation était déjà mise à mal par la fermeture ou la restriction drastique des activités dans l'horeca, les centres socio-culturels et sportifs, les lieux de fêtes, de détente et de rencontres, et qui aujourd'hui ne peuvent même plus se retrouver légalement les un·e·s chez les autres ou dans l'espace public en soirée.

Celles et ceux qui mêlent certaines de ces réalités à une situation d'addiction ou de toxicomanie et que le couvre-feu expose à des risques de santé - physiques et mentaux - non reconnus par les autorités et pourtant potentiellement mortels.

Les personnes qui mêlent certaines de ces réalités à des oppressions racistes, qui sont déjà les premières victimes des contrôles et des agressions policières. et qui, avec ce couvre-feu, subissent une raison infondée de plus d'être visées par ces agressions.

Les personnes œuvrant dans les lieux d'accueil ou dans la rue, rendues incapables d'assurer leurs missions sociales et/ou solidaires (fermeture des lieux pour raisons économiques ou sanitaires, manque de moyens structurels, incapacité à fournir une information adaptée et actualisée, surcharges, plus assez de membres pour assurer les services, interdiction de rassemblement,...). Parmi elles, nombre de jeunes et de personnes âgées bénévoles.

Pour affronter ensemble l'épidémie : Comment soutenir toutes ces personnes ? Comment peuvent-elles organiser des mesures sanitaires qui correspondent à leurs réalités? De quoi ont-elles besoin? Quelles sont leurs forces ? Leur a-t-on seulement demandé?